

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
Z.I. Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 22/07/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2024

### **Partie nominative**

#### **Carrière Fief d'Argent - HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS**

rue du Fief d' Argent  
79600 Airvault

Affaire suivie par : Jean-Pierre PERIDY  
Téléphone : 05.49.79.05.11  
Courriel : jean-pierre.peridy@developpement-durable.gouv.fr  
Références : 0007200663/JPP/2024/226

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16/07/2024 de l'établissement Carrière Fief d'Argent - HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS implanté Rue du Fief d' Argent 79600 Airvault. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.



#### **Participant(es) à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées :**

- Jean-Pierre PERIDY, Unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres, Sub Sol-Sous sol, inspecteur de l'environnement

#### **Participant(es) à l'inspection, hors inspection des installations classées :**

- Gaëtan GARREAU Responsable exploitation des carrières
- Nicolas MISDARIIS Responsable environnement

Le courriel d'échange avec l'administration est [gaetan.garreau@heidelbergmaterials.com](mailto:gaetan.garreau@heidelbergmaterials.com).

Rédacteur	Vérificateur / Approbateur
	
L'inspecteur de l'environnement PERIDY Jean-Pierre	L'adjointe au chef de l'unité bi-départementale de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres COUTY Hélène

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 16/07/2024 de l'établissement Carrière Fief d'Argent - HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS implanté Rue du Fief d' Argent 79600 Airvault, les constats établis et explicités dans la partie « Contexte et constats » du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Madame la Préfète les propositions suivantes.

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives.

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
Z.I. Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 NIORT

Niort, le 22/07/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 16/07/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Carrière Fief d'Argent - HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS**

rue du Fief d' Argent  
79600 Airvault

Références : 0007200663/2024/226

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/07/2024 dans l'établissement Carrière Fief d'Argent - HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS implanté Rue du Fief d' Argent 79600 Airvault. L'inspection a été annoncée le 06/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Carrière Fief d'Argent - HEIDELBERG MATERIALS FRANCE CEMENTS
- Rue du Fief d' Argent 79600 Airvault
- Code AIOT : 0007200663
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière du Fief d'Argent, exploitée par la société Heidelberg Materials sur la commune d'Airvault, produit de la marne et du calcaire à destination exclusive de la cimenterie qui jouxte la carrière. Plusieurs fronts sont en exploitation simultanée afin d'ajuster la qualité des matériaux aux

besoins de la cimenterie d'une part et une exploitation rationnelle du gisement d'autre part. Elle fait l'objet d'un réaménagement coordonné et d'un décapage à l'avancement.

À noter que la carrière sert aussi de dépôt temporaire pour des argiles en provenance des carrières de Borcq-sur-Airvault et Viennay.

La production annuelle autorisée est de 950 000 t/an de marnes et 1 400 000 t/an de calcaires avec un maximum de 3 500 000 t/an.

La superficie de la carrière est de 3 154 214 m<sup>2</sup>.

L'autorisation a été accordée pour une durée de 30 ans à compter du 23 janvier 2003, remise en état incluse.

L'épaisseur d'extraction maximale est de 47 m : 22 m de calcaire et 19 m de marnes maximum séparés par 6 m de calcaire à silex (stériles).

La cote minimale NGF du fond de la carrière est de 75 m correspondant à la base du banc de marnes. L'exploitation du banc de calcaire est réalisée par gradins de 15 mètres de hauteur avec un maximum de 19 m sur le banc de marne.

L'exploitation du banc de marnes est réalisée en un seul gradin.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Flexibles (suites inspection 2023)	Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I>4.9.3	Sans objet
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 2.1.0	Sans objet
3	Contrôle trimestriel des eaux rejetées	Autre du 10/03/2022, article Prise d'acte n°A6354	Sans objet
4	Rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 1.5.2.1	Sans objet
5	Registre et plans Phasage	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 2.8	Sans objet
6	Épaisseur d'extraction	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.1.	Sans objet
7	Vibrations	Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 1.7.2	Sans objet
8	Phasage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 3 > 3.1	Sans objet
9	Poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 > 19.6/7/9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit anticiper le renouvellement de son autorisation. Il est invité à transmettre à l'inspection le programme prévisionnel de renouvellement de l'autorisation de la carrière du Fief d'Argent.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Flexibles (suites inspection 2023)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 19/12/2008, article I>4.9.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Flexibles

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur sont équipés de dispositifs de manière qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.</p> <p>L'exploitant devait mettre en place suite à l'inspection 2023 un dispositif approprié pour empêcher que les flexibles ne subissent une usure due à un contact répété avec le sol.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place suite à l'inspection 2023 un dispositif approprié pour empêcher que les flexibles ne subissent une usure due à un contact répété avec le sol.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Garanties financières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 2.1.0</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, constitution des garanties financières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Attestation de garanties financières</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant bénéficie d'un acte de cautionnement du 22/09/22 qui expire le 23/01/2028.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : Contrôle trimestriel des eaux rejetées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Autre du 10/03/2022, article Prise d'acte n°A6354</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôle trimestriel des eaux rejetées</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tableau de suivi du contrôle mis en place</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a présenté son tableau de suivi trimestriel. Les valeurs limites sont respectées.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 4 : Rejets aqueux**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 1.5.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets aqueux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Résultats d'analyses Volumes rejetés
<b>Constats :</b>  Les résultats sont conformes à l'arrêté préfectoral. L'exploitant comptabilise et consigne sur un registre la quantité d'eau rejetée annuellement dans le ruisseau de la Gimelèsse : 2018 => 861 244 m <sup>3</sup> 2019 => 647 548 m <sup>3</sup> 2020 => 711 100 m <sup>3</sup> 2021 => 868 102 m <sup>3</sup> 2022 => 630 740 m <sup>3</sup> 2023 => 1 370 125 m <sup>3</sup>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Registre et plans Phasage**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 2.8
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Registre et plans Phasage
<b>Prescription contrôlée :</b>  Plan d'exploitation
<b>Constats :</b>  Le dernier plan d'exploitation a été réalisé par drone le 16 avril 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Épaisseur d'extraction**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11 > 11.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Épaisseur d'extraction
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'arrêté d'autorisation fixe l'épaisseur d'extraction maximal et les cotes minimales NGF d'extraction. L'arrêté préfectoral complémentaire n°5073 du 17/02/2011 fixe l'épaisseur maximale d'extraction à 47 m ( 22 m de calcaire et 19 m de marnes séparés par 6 m de calcaire à silice). L'exploitation du banc de calcaire est réalisé par gradin de 15 m de hauteur maximum. L'exploitation du banc de marnes est réalisé en un seul gradin, dont la hauteur dépend du gisement, soit au maximum 19 m.



**Constats :**

Le contrôle a été effectué sur la version dématérialisée du plan.  
La côte minimale observée est de 76,59 m NGF pour une côte minimale à 75 m NGF.  
Le contrôle de hauteur des gradins s'est fait de façon aléatoire sur plusieurs fronts. Il n'a pas été constaté de non-conformités.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 7 : Vibrations**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/01/2003, article 1.7.2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Vibrations

**Prescription contrôlée :**

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées dans les trois axes de la construction.

**Constats :**

L'exploitant a procédé à 114 tirs en 2023 et 42 depuis début 2024.  
Les mesures de vibration ne dépassent pas 2 mm/s en 2024.  
En 2023 un tir le 26 octobre a généré une vibration de 4,3 mm/s à l'origine de plaintes de riverains.  
Les investigations menées par le prestataire en charge des tirs ont conclu à la présence d'un affleurement dioritique potentiellement à l'origine de cette valeur inhabituelle.  
La reprise des tirs sur ce secteur se fait en bi-détonation pour limiter la charge instantanée.  
Les mesures relatives aux surpressions transmises dans l'air dépassent ponctuellement sur certains tirs les 125 dB recommandés par la circulaire n° 96-52 du 02 juillet 1996 relative à l'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières. Surpression aérienne maximale observée de 127 dBL

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit informer l'inspection en cas de nouvelles plaintes de riverains.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 8 : Phasage**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 3 > 3.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, Phasage

**Prescription contrôlée :**

- les modalités d'extraction et de remise en état du site (les plans de phasage des travaux et de remise en état du site sont annexés à l'arrêté d'autorisation) ;

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les plans de phasage des travaux et de remise en état du site sont annexés à l'arrêté d'autorisation.</p> <p>Côté fosse nord l'avance est estimée à 5 ans.</p> <p>Le montant à provisionner pour la phase 6 est inférieur à celui de la phase 5.</p> <p>Côté fosse Est l'exploitation du calcaire est terminée, la marne reste à exploiter.</p> <p>La fin du gisement calcaire est estimée d'ici 2028. Le renouvellement de l'autorisation initialement prévu en 2033 va devoir être anticipé pour pouvoir répondre aux besoins de la nouvelle usine.</p> <p>Le réaménagement prévu du secteur sud n'est pas finalisé. Le dossier de renouvellement envisagé devra intégrer ce retard.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit informer l'inspection du programme prévisionnel de renouvellement de l'autorisation de la carrière du Fief d'Argent.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 9 : Poussières

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19 &gt; 19.6/7/9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;</li> <li>• le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;</li> <li>• une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c).</li> <li>• Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</li> </ul> <p>Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme NF X 43-014 (2017) dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m<sup>2</sup>/jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu</p>

au paragraphe 19.9 du présent arrêté, L'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Chaque année l'exploitant établit un bilan des mesures réalisées.Ce bilan annuel reprend les valeurs mesurées. Elles sont commentées sur la base de l'historique des données, des valeurs limites, des valeurs de l'emplacement témoin, des conditions météorologiques et de l'activité et de l'évolution de l'installation. Il est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 31 mars de l'année suivante.

**Constats :**

L'exploitant a présenté le rapport des mesures semestrielles d'empoussièrement pour l'année 2023. Les résultats obtenus présentent, comme en 2021, pour le point B (point 4) des valeurs supérieures au seuil réglementaire de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour sur les poussières totales. En revanche les poussières minérales sont bien inférieures au seuil de 500 mg/m<sup>2</sup>/jour. Ce point est situé à proximité de champs exploités (colza,...). Les dépassements de la valeur réglementaire s'expliquent par la présence de nombreux pollens et autres matières organiques.

**Type de suites proposées :** Sans suite